

⇒ nés lui répétaient à l'envi que « moi aussi, j'ai commencé comme pigiste ; accroche-toi, un jour tu l'auras, ton contrat ». Et puis, il y avait l'ambiance. Une sacrée bonne ambiance. « Après chaque journée, après chaque tournage, toute l'équipe se retrouvait autour d'un verre. Maintenant, tout ça, c'est terminé. Les gens n'ont plus la possibilité de se côtoyer, les bureaux des uns sont inaccessibles aux autres, et les gardes Securitas veillent au grain : si tu es surpris à te balader là où tu n'es pas censé être, simplement pour retrouver des copains et des collègues, tu es poliment invité à faire demi-tour. »

L'histoire d'une passion, et d'une vie

Aujourd'hui, il occupe une fonction (« Ne dites pas laquelle, parce que je serais trop facilement reconnaissable ») qui exige moins de muscles, sans doute, mais qui est aussi plus sensible, avec beaucoup de responsabilités. Il enchaîne les semaines de cinquante heures, toujours sous contrat intérimaire. A la question de savoir s'il a encore l'espoir, après toutes ces années, d'obtenir un jour

le fameux sésame, à savoir un CDI, il répond, avec un soupir : « Si je postulais au montage, j'aurais des chances : la RTBF est en manque chronique de monteurs. Mais pour cela, il faudrait que je me familiarise de nouveau avec les techniques du montage pendant un ou deux mois,

toire de ma vie... »

Miguel, d'ailleurs, s'estime heureux de ne pas avoir été contraint, jusqu'ici, à abandonner le job et le milieu qu'il aime, malgré les difficultés : « Des collègues ont dû abandonner la RTBF, malgré leurs piges régulières depuis des années, parce

« Une bonne part de la souffrance des pigistes vient du fait qu'on ne fait pas vraiment partie de l'entreprise, alors qu'on se donne à fond. »

et que je fasse ça en plus de mon boulot actuel. Honnêtement, je n'en ai pas le courage. Je suis vidé. »

Pourquoi, dans ces conditions, reste-t-il à la RTBF ? « Je gagnerais moins au chômage : ici, je me fais environ 1.750 euros par mois. Et puis, la solitude du chômeur, les affres de la chasse aux chômeurs, tout ça, franchement, pfff... Mais, surtout, si je reste, c'est parce que j'aime mes collègues, et j'aime mon boulot. Mes collègues et ma passion, oui, c'est l'his-

toire de ma vie... » Miguel, d'ailleurs, s'estime heureux de ne pas avoir été contraint, jusqu'ici, à abandonner le job et le milieu qu'il aime, malgré les difficultés : « Des collègues ont dû abandonner la RTBF, malgré leurs piges régulières depuis des années, parce

que l'Onem les a obligés à accepter un autre boulot, sous peine de perdre leur complément de chômage. » Certains jettent le gant lorsqu'un enfant naît : « Là, le besoin de stabilité devient impérieux. » On peut espérer qu'après tant d'années, Miguel, lui, soit au moins rassuré sur la...pérennité de son job d'intérimaire. « Pas du tout ! La RTBF est en pleine restructuration, tout le monde doit faire de tout et, désormais, d'autres peuvent réaliser mon

« On donne de l'espoir aux gens, »

Mélanie travaille dans la rubrique Culture d'un grand quotidien francophone. Un chouette boulot, que beaucoup lui envie. Sauf qu'elle est pigiste. Et que c'est la galère. Rencontre.

Interview réalisée par Inès Marty (CSCE)



Mélanie, pas encore la trentaine, irradie. Sa voix chante – révèle un soupçon d'accent français – et son ton est posé, presque doux, sauf quand elle s'emballa sous le coup d'une colère trop longtemps contenue. Ses grands yeux bruns brillent de la passion et de la curiosité de ceux qui font ce qu'ils aiment. Depuis cinq ans, elle travaille comme journaliste « culture » dans un grand quotidien francophone.

Ce qu'elle aime, dans ce job ? (Presque) tout. Exercer une activité « artistique », créative, intellectuelle, qui lui permet d'être au quotidien en contact avec des gens passionnants,

boulot. Un jour, on pourrait très bien me dire qu'on n'a plus besoin de moi, qu'un autre va me remplacer. »

Le rôle important de l'action collective

Miguel a, depuis toujours, la fibre sociale et militante. Il est syndiqué de longue date au syndicat socialiste. « Au début, le combat syndical en faveur des pigistes était surtout formel – la délégation se contentait de réclamer la transparence sur le nombre des pigistes, alors qu'il suffisait de se balader dans les couloirs pour avoir une idée de l'ampleur du phénomène –, et on se sentait peu concerné par leurs autres revendications. Ensuite, de nouveaux délégués sont arrivés, et ils ont mis la précarité dans la liste de leurs revendications. Au printemps 2015, on a organisé une action devant les bureaux de la direction, à Reyers. Plus de 200 personnes ont pris congé pour participer à cette action de la CGSP wallonne, et on a réalisé une vidéo très réussie sur le sujet : par un tour de passe-passe, un "magicien" y fait disparaître les CDI et les CDD pour leur substituer des contrats intérimaires (1). Le sujet est

tellement sensible à la RTBF que les techniciens sont capables de déposer leur caméra, leur micro et leurs câbles comme ça, en dehors de tout préavis de grève. La veille de l'action, la direction annonçait zéro engagement, non négociable. Deux jours plus tard, une dizaine de CDI sont tombés...

Aujourd'hui, les syndicats mettent en avant les pensions et les salaires exorbitants des mandataires, et je trouve ça juste. Mais nous, les pigistes, nous sommes encore nombreux, et cela reste un sujet mobilisateur.

La souffrance des pigistes

Cela dit, la précarité de leur emploi ne favorise pas l'engagement individuel des intérimaires : « Quand on s'expose, quand on l'ouvre trop, on se met clairement en danger. Le simple fait qu'une délégation syndicale cite ton nom au conseil d'entreprise suffit à te griller auprès de la direction. Je pense notamment à Sarah. Il y a eu une offre de CDI pour une fonction de scripte, elle s'est présentée. C'est une autre qui a eu le poste. Pourtant, Sarah était là depuis bien plus long-

temps (plus de dix ans), et elle avait prouvé mille fois ses compétences et sa motivation. La direction a refusé de justifier son choix... Sarah en a eu marre et elle est partie. Son nom avait, à de nombreuses reprises auparavant, été cité par les syndicats en conseil d'entreprise... »

« Dites, est-ce que je peux citer les noms de mes camarades qui vivent la même situation que moi, et qui sont de super collègues ? Je ne suis pas tout seul, vous savez ; il y en a qui sont encore bien plus mal lotis que moi. Je pense à Fabrizio, à Yves, à Maria, à Mathieu, Popol, Maud et Max, Pierre, et j'en oublie sûrement. Des gens chouettes, qui bossent avec passion. Et qui souffrent. »

« Une bonne part de la souffrance des pigistes vient du fait qu'on ne fait pas vraiment partie de l'entreprise, alors qu'on se donne à fond, et qu'on fait le job avec les mêmes personnes pendant des années. Tous ces liens peuvent être arrachés comme ça, du jour au lendemain, et sans justification. Et ça, c'est très dur... » □

(1) https://www.facebook.com/pg/CGSP-IRW-RTBF-473326232772840/videos/?ref=page_internal

et puis on les lâche »

parfois célèbres, sûrement enrichissants. S'immerger dans les derniers livres parus, assister aux avant-premières ciné, aux répétitions générales de théâtre, se presser aux concerts, aux expos, courir les festivals, et puis partager ses émotions grâce à l'écriture. La culture est pour elle, comme le disait joliment Georges Duhamel, « ce qui fait d'une journée de travail une journée de vie ».

« Wouah, quelle chance que tu as ! » Combien de fois n'a-t-elle pas entendu cette réflexion de la bouche de ses amis qui, au même âge, gagnent trois ou quatre fois plus qu'elle dans la publicité, l'informatique ou la communication ! La chance ? Celle de faire un boulot très, très chouette, et qui justifie bien quelques sacrifices. Sauf que...

Sauf que Mélanie est journaliste indépendante. « Pigiste », comme on dit. Et qu'elle vit dans une précarité que le public, et certains de ses amis,

ne soupçonnent même pas. Elle s'en ouvre à *Ensemble !*

Ensemble ! Beaucoup de pigistes ont refusé de se laisser interviewer, de témoigner de leurs conditions financières – et de travail – scandaleuses, parce qu'ils craignent de se faire « repérer » et de perdre leur boulot. Ce n'est manifestement pas votre cas...

Mélanie : Je veux témoigner, je suis fâchée, déçue, triste. Les gens ne se doutent pas de ce que nous vivons, nous, les jeunes journalistes indépendants. A qui on fait miroiter un engagement « futur », « dès que les finances le permettront », et puis qu'on laisse sur le carreau, et que l'on utilise comme « bouche-trous perpétuels ». Mais je ne voudrais pas que mon témoignage apparaisse comme l'expression d'une frustration, ni comme un règlement de comptes à l'égard du journal pour lequel je

travaille. Je n'ai pas envie de cracher dans la soupe, mais je pense néanmoins que si l'on ne parle pas de nos conditions de travail, rien ne changera jamais.

Qu'est-ce qui vous fait craindre que votre témoignage puisse être interprété comme un « règlement de comptes » ?

Je me suis demandée, après avoir accepté cette interview, si je n'étais pas habitée par ce genre de tentation. Car, pour être honnête, je viens d'encaisser un choc. On m'avait fait des promesses d'engagement, que l'on n'a pas tenues. Mais c'est comme ça, dans ce milieu : c'est le jeu, et je le savais. J'y ai quand même cru, peut-être que je me suis voilé la face. Je donne tout, en tout cas le meilleur de moi-même, depuis cinq ans. J'adore ce boulot, donc je n'ai jamais pu dire « non » à un sujet qu'on me proposait. J'ai tout pris, car tout

⇒ m'intéresse, tout me passionne, en tout cas en culture. Je ne suis pas la seule dans le cas : beaucoup de mes copains journalistes de ma génération sont dans le même cas. Les patrons des journaux misent là-dessus : sur notre passion. Les jeunes de mon

près tous les jours pour « mon » journal. Quand je n'écrivais pas, je travaillais sur la rédaction d'un papier pour le lendemain. Après avoir lu des bouquins, ou assisté à des spectacles ou des concerts. Vous imaginez bien qu'avec un tel rythme de travail, il est

mal » payé un salaire « normal », et puis de passer de bons moments avec mon copain et mes amis, et un jour peut-être d'avoir des enfants...

Je n'ai pas envie de cracher dans la soupe, mais si l'on ne parle pas de nos conditions de travail, rien ne changera jamais.

âge qui se rêvent journalistes, ils sont passionnés. Donc, ils acceptent des conditions financières scandaleuses, et ils se disent qu'un jour, ces « sacrifices » seront payants, qu'ils finiront par être engagés. Alors oui, c'est vrai, de temps en temps, on en engage l'un ou l'autre, à qui on propose soit un CDD, soit – mais c'est rare – un CDI. Mais le gros de la troupe reste sur le carreau. C'est mon cas. Je n'ai pas eu de contrat – la rubrique Culture n'a pas eu le budget pour engager –, mais en plus, mes piges ont beaucoup diminué depuis le début de l'année 2017. Les chefs de service ont reçu pour consigne de moins recourir aux indépendants. Me voici donc redevenue une « vraie » indépendante...

Vous évoquez des conditions financières « scandaleuses » : concrètement, quelles sont-elles ?

Mon journal paie ses pigistes au tarif de 0,025 euro le signe. C'est le même tarif depuis dix ans. Un article « standard » fait environ 3.200 signes, cela signifie que je gagne environ 80 euros bruts par article. Si l'on y ajoute quelques brèves (NDLR : un texte court, 10 lignes maximum, livrant une information très concise), j'arrivais à la « bonne » période à gagner 2.000 euros bruts par mois, en travaillant tous les jours, week-end et soirées compris, et à condition de publier quasiment un papier tous les jours. En net, il me restait environ 1.500 euros. Pour des journées de neuf à dix heures, tous les jours ou presque.

Vous êtes, dites-vous, redevenue une « vraie » indépendante ; il y a donc de « faux » indépendants dans la presse ?

Ah mais ça c'est sûr ! Pendant quatre ans, j'ai eu un article à écrire à peu

impossible d'écrire pour une autre publication. Donc, oui, j'étais une « fausse » indépendante. « Fausse » parce que, normalement, le statut d'indépendant implique que l'on vende son boulot à plusieurs patrons, ce qui n'était pas mon cas, ni celui de la plupart des pigistes que je connais. Maintenant, je suis une « vraie » indépendante, puisque je suis obligée, pour nouer les deux bouts, de proposer mes piges à d'autres titres. Je collabore à d'autres titres mensuels et trimestriels plus confidentiels.

Et grâce à cela, vous parvenez à joindre les deux bouts ?

Je n'ai pas d'énormes besoins. Je partage un appartement avec une amie ; nous payons chacune 435 euros mensuels. Mais clairement, là, ça devient difficile. Je suis donc à la recherche d'un boulot de salariée à mi-temps, ailleurs qu'en journalisme : dans l'animation culturelle, par exemple, ou la communication dans le secteur associatif. A côté de ça, grâce à cette petite stabilité financière, je pourrais continuer à écrire pour des journaux, car j'aime trop ça pour laisser complètement tomber.

Et vous renonceriez alors à votre rêve de devenir journaliste professionnelle, full time ?

C'est sûr que ça va me rendre triste, en tout cas au début. C'est un deuil à faire. Mais, en même temps, courir partout, tout le temps, pour un salaire de misère, ce n'est pas une vie. Je me sens incapable de tenir comme ça encore longtemps ; peut-être que je ne suis pas suffisamment forte ? Peut-être que ce boulot n'était finalement pas pour moi ? Peut-être que je n'ai pas assez la niaque ? Pas assez l'esprit de compétition ? Peut-être que j'ai juste besoin, dans le fond, d'avoir une vie « normale », un boulot « nor-

Au fait, vous ne m'avez rien dit de votre famille... Votre accent me dit que vous venez d'outre-Quévrain ?

Oui, je suis originaire de France (je ne désire pas en dire davantage, car je n'ai pas envie d'être identifiée). J'ai souhaité venir en Belgique pour suivre un master en journalisme, à l'UCL. Du coup, j'ai laissé ma famille là-bas.

Ce doit être dur pour eux, non, de vous savoir loin d'eux, et aux prises à des difficultés professionnelles ? Vous n'avez jamais songé à tenter votre chance en France ?

Pour mes proches, c'est vrai que ce n'est pas gai. Mais vous savez, moi-même j'en ai marre de me plaindre, de m'indigner, de ne jamais entendre de bonnes nouvelles : la presse est un secteur sinistré, et à la longue, ça pèse. Quant à faire du journalisme en France, j'y ai pensé. Mais il n'y a pas de « chance » à tenter en France, si ce n'est à Paris. Et je n'ai pas envie de vivre à Paris. Trop stressant, trop de concurrence. Là-bas, plus encore qu'en Belgique, il s'agit d'un journalisme de « réseau » : si on n'est pas introduit, tuyauté, on n'a aucune chance.

Comment expliquez-vous que la crise de la presse dure si longtemps ?

Les journaux ne savent décidément pas quel chemin emprunter. Ils n'arrivent pas à entreprendre un

**Les patrons
des journaux
misent
là-dessus : sur
notre passion.**

futur vers lequel ils voudraient aller. Ils se laissent porter par les événements, vis-à-vis desquels ils adoptent un comportement purement réactif. De la « réactivité » : il faut avoir de la « réactivité ». Dans les rédactions, on n'a plus que ce mot-là à la bouche. Outre que c'est épuisant, c'est aussi moyennement intéressant. Parfois, je vous avoue que j'ai l'impression

VOILÀ MES ARTICLES
PATRON.
JE VOUS DOIS COMBIEN?



de recopier des trucs que je trouve sur le net. On est prié de traquer ce qui se dit sur le web et qui pourrait faire le buzz. Ce type d'infos, on doit se ruer dessus, et tartiner. Mais tout le monde le fait, donc tout le monde écrit sur les mêmes sujets. C'est comme cela que les sites internet se ressemblent tous. Alors, pour pallier ce manque d'originalité, il faut bien, parallèlement, encourager la chasse au scoop. Mais comme il y a de moins en moins de journalistes qui peuvent réellement se rendre sur le terrain, ça devient difficile. Bref, c'est le serpent qui se mord la queue.

Vous parlez des sites internet des médias. Et quid du papier ?

Dans l'ordre des priorités, on doit d'abord penser « articles pour le web ». Après, et seulement après, on réfléchit à ce qu'on pourrait mettre dans le journal papier.

Revenons-en à votre situation dans votre (presque-ex) journal. Comment

vos chefs de service, ceux qui vous ont mis un pied à l'étrier, et aussi vos collègues ont-ils réagi au fait que vous restiez sur le carreau et que, de surcroît, vos piges allaient diminuer ?

J'aime bien mes chefs directs, et je crois que c'est réciproque. Je pense qu'ils sont tristes de ce qu'il se passe, et qu'ils sont impuissants puisque les diktats budgétaires servent de politique éditoriale. Dans le contexte actuel, tout le monde craint un peu pour son emploi : les temps ne sont pas très favorables à la solidarité. Je pense aussi que plus haut, on s'arrange pour ne pas dire les choses clairement : on donne de l'espoir aux gens, et puis on les lâche, mais sans être franc. Un jour, on vous dit « Tu ne devrais pas te donner autant à fond ; tu devrais penser un peu plus à toi... » Je suis loin d'être la seule dans mon cas. J'ai une jeune collègue,

indépendante comme moi, qui travaillait full time trois jours complets par semaine pour le journal. Elle s'est absentée quelques semaines car elle a eu un bébé. A son retour, rien n'a vraiment été fait pour la réintégrer. Et vous savez quoi ? Les collègues

« On donne de l'espoir aux gens, et puis on les lâche, mais sans être franc. On leur dit « Tu devrais arrêter de te donner autant à fond »...

salariés ne se rendent pas forcément compte du sort que l'on réserve aux pigistes. Certains pigistes le sont depuis tellement longtemps qu'ils font partie des meubles, et leurs collègues ont oublié qu'ils sont pigistes. Et puis, il y a aussi comme une sorte de volonté de se voiler la face : cachez ces pigistes que je ne saurais voir.

Mon journal s'indigne régulièrement des conditions de travail des intermittents du spectacle ou des livreurs à vélo, pour ne citer qu'eux. Et, au sein de sa propre rédaction, il y a des gens qui en bavent sans que personne ne s'en inquiète vraiment...

« Les temps ne sont pas favorables à la solidarité » : que font les syndicats ?

A ma connaissance, la seule instance qui défend les travailleurs du journal, c'est la Société des Journalistes Professionnels interne à la maison, en lien avec l'AJP (Association des Journalistes Professionnels). Mais la SJP « maison » n'a qu'une compétence limitée pour ce qui concerne les indépendants : elle ne peut pas, par exemple, exiger une hausse du tarif des piges. Son terrain d'action, ce sont les salariés. Les indépendants du journal (nous sommes une bonne trentaine) devraient se fédérer, créer leur propre société de journalistes indépendants « maison » : nous aurions alors plus de poids. Mais les gens ont peur, d'autres ont un métier à côté et s'accommodent donc fort bien de leur statut de pigiste. Bref, ce n'est pas facile de mobiliser les journalistes indépendants autour de revendications collectives. Et c'est dommage. □